Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie et sur l'intervention militaire française au Mali, à Paris le 28 janvier 2013.

2013-01-28

Mesdames et Messieurs,

Nous réunissons aujourd'hui à Paris une conférence internationale de soutien à la Coalition nationale syrienne. Je suis entouré des vice-présidents de cette Coalition, que la France a été la première à reconnaître et que beaucoup d'autres pays ont reconnu, notamment à la suite de la conférence de Marrakech. Cette conférence a un but concret. Bachar Al-Assad continue, tous les jours, d'assassiner son peuple. Nous en sommes à plus de 60.000 morts avec beaucoup de personnes déplacées et de réfugiés dans les pays voisins. La communauté internationale doit donner les moyens à la Coalition nationale syrienne d'agir en soutien du peuple syrien. Cela passe par des fonds, des aides de toutes sortes. Des promesses ont été faites, certaines ont été honorées, d'autres pas encore. Et donc l'objet de cette réunion très concrète, à laquelle assiste plus de 50 pays, c'est de donner les moyens à la Coalition pour qu'elle exerce sa mission qui est d'aider le peuple syrien, de préparer l'alternance et de travailler pour une Syrie libre et démocratique.

Q - Avez-vous un commentaire à la suite des propos tenus par M. Medvedev, hier, sur la Syrie et l'avenir du président Bachar Al-Assad ?

R - Nous avons entendu cette déclaration du Premier ministre Medvedev, elle va dans le bon sens. Et nous souhaitons qu'elle soit suivie d'effet. Je pense que tous les observateurs de bonne foi reconnaissent que le régime de Bachar Al-Assad n'a pas d'avenir. Il faut rappeler l'essentiel. Il s'agit en Syrie du soulèvement d'un peuple pour ses droits, pour sa dignité et pour sa liberté. Et cette révolte juste, le régime souhaite la noyer dans le sang. C'est la tâche de tous les peuples libres d'aider à la libération du peuple syrien. J'ajouterais un élément très important. Nous voulons, les uns et les autres, que la Syrie se libère tout en évitant le chaos. Si on ne donne pas les moyens au peuple syrien d'aller jusqu'à bout de sa liberté, le risque existe que les massacres s'amplifient, que les antagonismes se développement et que l'extrémisme et le terrorisme, fléaux contre lesquels nous luttons, prévalent. Le chaos ce n'est pas demain c'est aujourd'hui. Donc il faut y mettre un terme Et le terme pacifique passe par le soutien accentué à la Coalition nationale syrienne.

Q - Pensez-vous que le régime a profité de votre intervention au Mali, au niveau médiatique, et que la crise syrienne soit passée ainsi au second plan ?

R - Vous connaissez la loi de médias. Il est difficile de porter son attention sur plusieurs grands événements en même temps. Ce n'est pas parce qu'il y a cette intervention au Mali pour qu'il retrouve sa liberté et son intégrité, que l'attention doit être détournée de la situation en Syrie. Dans ce pays, il y a, tous les jours, des morts, des personnes assassinées et un dictateur qui opprime son peuple. Et il y a la nécessité d'une libération. Bien sur, nous notre attention est attirée sur la situation au Mali. La France, en particulier, car nous sommes le pays qui, à la demande des africains, s'est porté au secours du Mali. Mais ce n'est pas une lutte, contre une autre. Partout nous devons nous battre pour la liberté. Ce qui est très important dans l'action de nos amis de la Coalition, c'est que la Syrie qu'ils veulent construire soit un pays qui donne sa place à chaque communauté. Ils ne cessent d'insister sur ce point et ils ont raison. Ce n'est pas les uns contre les autres. Toutes les communautés auront leur place dans la Syrie de demain.

Q - (inaudible)

R - Les situations n'ont évidemment rien à voir. Au Mali, c'est un gouvernement légitime qui a demandé l'aide de la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme. Et la France, l'Europe, les États-Unis l'Afrique fournissent leur aide à un gouvernement légitime.

On ne peut comparer les gouvernements malien et syrien. Ce sont deux situations très différentes. Compte tenu de la chronologie, celles-ci se passent en même temps. Mais comparaison n'est pas raison.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 29 janvier 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/186994-laurent-fabius-28012013-situation-en-syrie-intervention-au-mali